EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-020/05-02/CC/SG
du 05 février 2021 relative à la requête de
Monsieur DOUABI Ninsemon Bobby Ferdinand aux fins de
son inscription sur la liste des candidats aux élections
des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,
LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le Code électoral ;
- Vu** la Loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;
- Vu** le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;
- Vu** l'ordonnance n° 002/2021/CC/SG/Dj portant intérim du Président du Conseil constitutionnel en date du 14 janvier 2021 ;
- Vu** la décision n° 001/CEI/EDAN/CC du 31 janvier 2021 portant publication de la liste provisoire des candidats aux élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;
- Vu** la requête en date du 04 février 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel, le même jour sous le numéro 031/EL/2021 de Monsieur DOUABI Ninsemon Bobby Ferdinand ;
- Vu** les pièces du dossier ;
- Ouï** le rapporteur ;

Considérant que par requête du 04 février 2021, enregistrée le même jour au Secrétariat général du Conseil constitutionnel, sous le numéro 031/EL/2021, Monsieur DOUABI Ninsemon Bobby Ferdinand a saisi la juridiction Constitutionnelle, pour solliciter son inscription sur la liste des candidats aux élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021, dans la circonscription N° 092 de Kouibly, région du GUEMON ;

Considérant qu'au soutien de son action, Monsieur DOUABI Ninsemon Bobby Ferdinand explique que la Commission Electorale Indépendante (CEI), ne lui ayant pas remis de mot pour se rendre au service des finances adéquat, il n'a pu s'acquitter de la caution exigée, d'où sa requête pour remédier à cette omission ; qu'il produit la lettre d'investiture de son parti politique et la notification à lui faite par la CEI, du rejet de sa candidature ;

Considérant sur la recevabilité, **que** la requête de Monsieur DOUABI Ninsemon Bobby Ferdinand, présentée dans les formes et délais prévus par la loi, est recevable ;

Considérant sur le fond, **que** suivant l'article 77 alinéa 1^{er} du Code électoral, la déclaration de candidature est obligatoirement accompagnée pour chaque candidat, de six pièces, dont une copie du reçu de cautionnement ; que l'article 82 alinéa 1^{er} dudit code, ajoute que : « Toute candidature dont la composition n'est pas conforme aux dispositions ci-dessus est rejetée par la Commission chargée des élections. » ;

Considérant en l'espèce, **que** Monsieur DOUABI Ninsemon Bobby Ferdinand indique dans sa requête qu'il n'a pas payé sa caution au Trésor public et n'a donc pas versé de reçu de cautionnement à son dossier de candidature ; que cet aveu de sa carence au regard des exigences de l'article 77 alinéa 1^{er} du Code électoral, ne saurait être imputée à la Commission Electorale Indépendante (CEI), dès lors qu'aucune disposition légale ne fait obligation à cette structure, d'orienter les candidats dans la constitution de leur dossier ;

Considérant en conséquence, **que** c'est à bon droit, que le dossier de Monsieur DOUABI Ninsemon Bobby Ferdinand, non-conforme aux dispositions légales en vigueur, a été rejeté par la CEI ; qu'il y a lieu de confirmer ce rejet, et de débouter le requérant de sa demande en inscription ;

DÉCIDE :

Article premier : Déclare recevable la requête de DOUABI Ninsemon Boby Ferdinand ;

Article 2 : Déclare ladite requête mal fondée et la rejette ;

Article 3 : Dit n'y avoir lieu à ordonner l'inscription de DOUABI Ninsemon Boby Ferdinand sur la liste des candidats aux élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

Article 3 : Dit que la présente décision sera notifiée à Monsieur DOUABI Ninsemon Boby Ferdinand, ainsi qu'à la Commission Electorale Indépendante, et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du vendredi 05 février 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller, Président par intérim
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KINDOH KOUAMÉ épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président par intérim.

Le Secrétaire général

Le Président par intérim

CAMARA Siaka

Jacqueline LOHOUÈS-OBLE

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 05 février 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka